

DELIBERATION DU CONSEIL

REPUBLIQUE FRANCAISE

DE LA COMMUNE de COLLONGES-ET-PREMIERES
21110

Côte d'Or

DEPARTEMENT

Séance du 27 novembre 2020

Date : 30/11/2020

L'an L'an deux mil vingt

et le Vingt-sept novembre

à 18h15

le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni
au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances.

sous la présidence de **PETIT Philippe**

Présents :

M. BEGRAND René, Mme CHEVALLIER Mélanie, M. CROUZIER
Vincent, M. D'ELIA Michel, Mme GUILLON Adeline, M. JOBELIN Denis,
Mme LEVEQUE Solène, M. LOURY Jacques, M. MARTEAU Pascal, Mme
MOREAU Valérie, M. PETIT Philippe, M. ROUIF Claude, Mme SAVROT
Marielle, Mme TROUSSEL Marie-José, Mme VAN TROOSTENBERGHE
Julie, Mme VERNOCHE Juliette, M. ORFAO Emmanuel

Absents Excusés : Mme MINOT Mélanie, M. GRAINCOURT Ludovic
donne pouvoir à SAVROT Marielle

A été nommé secrétaire : M CROUZIER Vincent

NOMBRES DE MEMBRES

Afférents au Conseil Municipal	en exercice	Qui ont pris part à la délibération
19	19	18

Date de la convocation

12/11/2020

Date d'affichage

Approbation de la modification simplifiée du PLU

Annule et remplace la délibération n°432020 du 30/11/2020

La délibération du 18 septembre 2020 autorisait Monsieur le Maire de
Collonges-et-Premières à prescrire, par le biais d'un arrêté, la modification
simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de Collonges-les-Premières et de la
carte communale de Premières.

Après avoir consultés tous les services concernés et mise à disposition du
public du 12/10/2020 au 12/11/2020, le PLU peut être approuvé.

La révision des zones porte sur les articles UA6 ; UA7, UA11, UD6, UD7,
UD11. La carte communale de Premières reste inchangée.

La modification simplifiée, n'a reçu aucune contestation du public et a été
reconnu conforme par le service d'instruction du droit des sols, la
Préfecture, le SCOT, la DDT, la Région, le Département et le SDIS

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de :

- Approuver la modification simplifiée du PLU de Collonges-les-Premières
- Autoriser le Maire à prendre toutes les dispositions nécessaires relatives à cette délibération.

Collonges -et-Premières, le 2/12/2020

Le Maire, Philippe PETIT

Acte rendu exécutoire après dépôt en
Préfecture

le

et publication.

du

ou notification

du

ARRÊTÉ

n° 1/2019 du 05/02/2019

METTANT À JOUR LE PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE COLLONGES LES PREMIERES

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article R.153-18;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 26 juillet 2006 approuvant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 25 septembre 2012 portant classement sonore des infrastructures de transports terrestres ;

Vu le décret du 31 mars 2016 fixant l'étendue des zones spéciales de dégagement situées sur le parcours des faisceaux hertziens de Dijon à Monnières ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Collonges Les Premières est mis à jour à la date du présent arrêté.

La mise à jour consiste au report ou à la modification dans le plan et la note des servitudes d'utilité publique suivantes : EL11, I4 et PT2.

Elle consiste également à remettre à jour le plan de chacune des servitudes existantes sur le territoire communal, ainsi que les fiches et notamment les coordonnées des services gestionnaires.

ARTICLE 2 - La mise à jour a été effectuée sur la note et les plans des servitudes d'utilité publique qui seront tenus à la disposition du public à la mairie et à la direction départementale des territoires.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté sera affiché en mairie.

ARTICLE 4 - Copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de la Région de Bourgogne, Préfet de la Côte-d'Or.

PRÉFECTURE DE LA RÉGION
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR
Déposé le :

06 FEV. 2019



Fait à Collonges-Lès-Premières,
le 05/02/2019

Le Maire, *PETIT Philippe*



TR. DDE/SADT - P.A.U. le 26/10/09 (en 4 exempl.)
à l'abbé

Arrêté

(exp retourné à la commune)

Arrêté n°3/2009

OBJET : PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE COLLONGES LES PREMIERES

Le Maire de la commune de Collonges lès Premières,

- Vu le code de l'Urbanisme et notamment son article R.123-22 ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 juillet 2006 approuvant le plan local d'urbanisme de la commune de Collonges lès Premières ;
- Vu le décret du 13 décembre 2006 fixant l'étendue des servitudes de protection contre les obstacles sur le parcours de faisceaux hertziens traversant le département de la Côte d'Or,
- Vu notamment la note et le plan des servitudes d'utilité publique ci-annexés,

ARRETE :

Article 1er : Le plan local d'urbanisme de la commune de Collonges lès Premières est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet la servitude de protection contre les obstacles du faisceau hertzien de Dijon / Montmuzard à Monnières / Mont Roland est reportée dans la note et dans le plan des servitudes d'utilité publique joints au présent arrêté.

Ces documents remplacent les annexes du PLU actuelles relatives aux servitudes d'utilité publique.

Article 2 : La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public à la mairie et à la préfecture.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie.

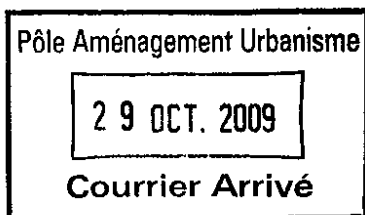
Article 4 : Copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de la Région de Bourgogne, Préfet de la Côte d'Or.

Fait à la mairie de Collonges lès Premières,
Le 16/10/2009
Le Maire,
Jean Emmanuel ROBIN



PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR
Déposé le :

23 OCT. 2009



Département
Côte d'Or
Téléphone : 03 80 31 28 14
Télécopie : 03 80 37 70 42

Délibération n° -2006

Séance du 26 Juillet 2006

<u>Nombre de Conseillers</u>	
- Afférents au Conseil :	15
- En exercice :	14
- Qui ont pris part à la délibération : (présents ou représentés)	8

Date de convocation:

19 Juillet 2006

Date d'affichage:

26 Juillet 2006

Le 26 Juillet 2006 à 20H30, les membres du Conseil municipal de COLLONGES-LES-PREMIERES, convoqués conformément à la loi, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, sous la présidence de Yvette ROUSSEAU, Maire.

Etaient présents :

Yvette ROUSSEAU, Philippe PETIT, Nelly GORCZYCA, Denise QUENOT, Jacky DUGIED, Isabelle MARIE, Rodolphe RAVERAT, Jean Emmanuel ROLLIN,

Etaient absents :

Michel FOURTOY, Emmanuel COLLEVILLE, Jean-Michel COLAS, Pascal HENRI, François MICHEL, Virginie MICHEA,

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR
Déposé le :

- 9 AOUT 2006

Secrétaire MARIE Isabelle

Objet:



DELIBERATION APPROUVANT LA REVISION DU P.L.U.

Le Conseil Municipal,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L-123.1 et suivants, R-123.1 et suivants ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 19 avril 2004 décidant d'engager la révision générale du POS de Collonges les Premières et d'élaborer un PLU.

Vu la délibération du conseil municipal en date du 14 octobre 2005 arrêtant le projet de révision du P.L.U. ;

Vu l'arrêté municipal en date du 24 avril 2006 mettant le projet de révision du P.L.U. à enquête publique ;

Vu le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 19 mai 2006 au 19 juin 2006 et vu les conclusions du commissaire enquêteur ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure (consultation des services associés sur le projet arrêté et enquête publique) il y lieu d'apporter des modifications au dossier, tel que soumis à enquête. Ces modifications concernent :

● le règlement – document graphique :

- Suite à la demande de RFF (Réseau Ferré de France), l'emplacement réservé n°3 est complété par le fuseau de la DUP dans lequel une ou des liaisons ferrées permettront de relier la future ligne LGV et le secteur de la gare de Collonges. Cette demande avait été validée par la commune avant l'enquête publique et cet accord a été présenté à la population par une note jointe au dossier d'enquête publique, en complément de l'avis des services et des personnes publiques associées.

- Suite à la demande du CRPF (Centre Régional de la Propriété Forestière), l'espace boisé classé sur le bois de Mondragone est enlevé. Cette masse boisée est par ailleurs classée en zone N (naturelle) et est soumise aux différentes réglementations liées aux boisements (plan simple de gestion) et à la protection de la nature.
- Suite à la demande du propriétaire et suivant l'avis du commissaire enquêteur, la zone UD au lieu-dit « les Contours de Soirans », est augmentée sur une profondeur de 30m au niveau des parcelles n°163, 164 et 44.
- Suite à la demande du propriétaire et suivant l'avis du commissaire enquêteur, la limite nord de la zone 1AU2 est modifiée en intégrant toute la parcelle n°6 et en s'arrêtant à cette parcelle (lieu-dit « le Petit Saussis »), pour des raisons d'exploitation du parcellaire agricole. L'orientation d'aménagement, liée à cette zone, est modifiée en conséquence. Elle est simplifiée en indiquant uniquement les accès à la zone (sans principe de voirie interne) et en désignant des secteurs où des liaisons futures et une liaison piétonne sont à prévoir. Le long de la rue de Beire-le-Fort, l'accès unique est maintenu et l'espace vert en bordure de voie est augmenté sur la largeur de la parcelle n°6. Cet espace vert pourra recevoir un cheminement piéton permettant de sécuriser en partie la voie reliant Collonges à Beire-le-Fort.

● le règlement – pièce écrite :

- L'article 6 des dispositions générales sur l'archéologie préventive est repris et complété afin d'indiquer les nouvelles lois en la matière, suite à la demande de la DRAC,
- L'article 5 des dispositions générales est complété afin de prendre en compte les remarques de RTE et de APRR. Ainsi, les postes électriques, les ouvrages des lignes de transports, les clôtures des postes d'électricité ainsi que les équipements et constructions d'intérêt collectif nécessaires ou liés aux infrastructures autoroutières peuvent déroger aux différentes règles de prospect et d'implantation inscrites dans les différentes zones du PLU.
(par contre, la demande de créer des secteurs spécifiques autour des postes de transformation, permettant de construire des logements pour le personnel d'exploitation n'est pas prise en compte).
- Suite à la demande de France Télécom, les articles 4 des différentes zones du PLU sont modifiés afin de recommander l'enfouissement des réseaux électrique et téléphonique et non de l'imposer,
- Suite à la demande du SCOT, les articles 12 (stationnement) des différentes zone U et AU sont modifiés afin de moduler le nombre de place de stationnement en fonction du logement (une place est demandée pour un logement de type F1 ou F2, 2 places pour un logement de type supérieur).
- Suite à la demande de la Chambre d'agriculture, l'article A2 est modifié. Les habitations sont uniquement autorisées pour le chef d'exploitation (et non plus pour ses employés). De même, les activités annexes sont possibles uniquement pour une exploitation agricole existante.

● la pièce « orientations d'aménagement » :

- La zone 1AU2 présente un aménagement modifié comme décrit dans le paragraphe « règlement – document graphique ». Le schéma de principe est simplifié mais les différents accès de principe sont conservés ainsi que le principe de prévoir des espaces verts et des placettes dans l'aménagement de la zone.

- La zone 1AU1 présente un schéma de principe d'aménagement simplifié, permettant plusieurs accès sur la rue du Meix (trois maximums) dont un accès possible par le futur giratoire d'entrée de village. Un accès pourra être uniquement piéton et s'inscrire dans le prolongement de la liaison piétonne existante et rejoignant le secteur de la mairie. L'espace vert servant d'écran par rapport aux usines est maintenu mais la voirie desservant la zone pourra être positionnée de façon centrale. Elle présentera une chicane ou des dispositifs pour éviter une linéarité trop forte. Egalement pour des raisons de formes urbaines, un secteur de la zone 1AU1, devra obligatoirement présenter des habitations implantées sur au moins une des limites séparatives.

● les annexes :

- la servitude I4 est modifiée au niveau du service exploitant du réseau HTB comme le demande RTE.

● le PADD et le Rapport de présentation :

Ceux-ci sont adaptés pour prendre en compte et être compatibles avec les remarques développées ci-dessus. Elles se complètent pour le rapport de présentation par des précisions concernant les anciennes décharges comme le demande le Conseil Général.

- Vu les pièces du dossier de révision du Plan Local d'Urbanisme qui lui est présenté par le Maire ;

Considérant que la révision du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prête à être approuvée conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé de M. le Maire, après en avoir délibéré :

Décide d'approuver la révision du P.L.U. telle qu'elle est annexée à la présente.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le dossier de PLU révisé est tenu à la disposition du public à la mairie de *Collonges. Les Premières* *aux jours et* heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la Préfecture.

La présente délibération sera exécutoire :

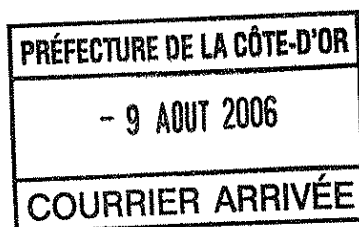
- dans un délai de un mois suivant sa transmission au Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au P.L.U. ou, dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications,
- après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité précitées.

La présente délibération accompagnée du dossier de révision qui lui est annexé est transmise au Préfet.

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR

Déposé le :

- 9 AOUT 2006



Le Maire

Rousseau Yvette
Y Rousseau

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Département
Côte d'Or

Téléphone : 03 80 31 28 14
Télécopie : 03 80 37 70 42

Délibération n° 25-2005

Séance du 14 octobre 2005

Nombre de Conseillers	
- Afférents au Conseil :	15
- En exercice :	14
- Qui ont pris part à la délibération : (présents ou représentés)	8

Date de convocation:
7 octobre 2005

Date d'affichage:
14 octobre 2005

Le 14 octobre 2005 à 20h30, les membres du Conseil municipal de COLLONGES-LES-PREMIERES, convoqués conformément à la loi, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, sous la présidence de Yvette ROUSSEAU, Maire.

Etaient présents :

Yvette ROUSSEAU, Michel FOURTOY, Philippe PETIT, Jean-Michel COLAS, Denise QUENOT, Jacky DUGIED, Isabelle MARIE, Jean Emmanuel ROLLIN,

Etaient absents :

Emmanuel COLLEVILLE, Nelly GORCZYCA, Pascal HENRI, François MICHEL, Virginie MICHEA, Rodolphe RAVERAT,

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR

- 3 NOV. 2005



Secrétaire: Michel Fourtoy

Objet: arrêt du projet de révision PLU

Exposé du Maire :

Le Plan d'Occupation des Sols, est devenu Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) depuis le 01 avril 2001, date d'entrée en application de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (loi S.R.U.) du 13 décembre 2000.

Obligations nouvelles de la loi S.R.U. :

La commune de Collonges lès Premières a décidé, par délibération du 16 avril 2004 de prescrire la révision générale de son P.O.S. pour le transformer en PLU afin de répondre aux obligations de la loi S.R.U. et définir ses nouveaux objectifs de développement Elle a notamment défini les modalités de concertation, prévues à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, déterminé ses choix de développement et d'aménagement afin d'établir un projet d'aménagement durable qui est traduit dans le P.L.U.

Vu la délibération du conseil municipal en date du 30-12-1994 approuvant le Plan d'Occupation des sols, (la modification du 09-06-2000 et la mise en compatibilité du 05-01-2002.),

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.121-1 et suivants, L.123-1 à L.123-20, R.123-1 à R.123-25.

Vu la délibération du conseil municipal en date du 16 avril 2004, prescrivant la révision générale ,

Vu le débat en conseil municipal sur le projet d'aménagement et de développement durable,

Vu le bilan de la concertation (annexé à la présente délibération) présenté par Madame le Maire,

Vu le projet de P.L.U. révisé.

Considérant que ce projet est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à la révision, aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés, qui en ont fait la demande.

Après avoir entendu l'exposé de Madame le Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

1 - de tirer le bilan de la concertation :

La concertation a eu lieu tout au long de la phase d'étude et notamment lors de la réunion publique et par les observations relevées sur le cahier déposé en mairie. Cette concertation a permis de prendre en compte certaines remarques de la population et du groupe de travail formé par les Maires qui préparent la future intercommunalité (cf bilan annexé). Celles-ci ne sont pas de nature à remettre en cause les orientations retenues. Le conseil municipal considère ce bilan favorable et décide de poursuivre la procédure.

2 - d'arrêter le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme.

Conformément à l'article L.123-9 du code de l'urbanisme, le projet de P.L.U. révisé sera soumis pour avis :

- aux personnes publiques suivantes :

Préfet,
Président du Conseil Régional,
Président du Conseil Général,
Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture.

- aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale qui en ont fait la demande (les énumérer).

Mairie de Longeault et SIPIT

Syndicat Mixte du SCOT du Dijonnais

Conformément à l'article R.123-18 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois

La présente délibération sera transmise au Préfet.

A Collonges Les. Premières
le 15 /10 /2005

Le Maire : Rousseau Yvette



18/10/2005

Y. Rousseau
PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR
Déposé le :

3 NOV. 2005



Commune de COLLONGES-LES-PREMIERES

Bilan de la Concertation (annexé à la délibération)

La concertation a été réalisée auprès de la population au travers de 4 moyens :

- une information sur les étapes de la révision dans le bulletin municipal,
- des réunions spécifiques thématiques (une réunion « agricole » avec la population agricole et leur représentant et une réunion « activités économiques » avec les principaux industriels de la commune),
- une mise à disposition des études et des projets en mairie avec un cahier de concertation,
- une réunion publique de présentation du PADD et du projet de PLU.

Les réunions thématiques ont permis de réaliser le projet. Elles ont eu lieu en début d'étude de révision. Le projet présenté tient compte des attentes de ces groupes de population.

La réunion publique a permis sur un projet déterminé de recevoir l'avis de la population qui s'est ensuite déplacée plus nombreuse en mairie pour remplir le cahier de concertation.

Les observations suivantes ont été relevées sur le cahier ou lors de la réunion :

(A noter : les remarques ont fait l'objet d'une attention particulière mais elles n'ont pas toutes été prise en compte).

Remarques sur le cheminement le long du ruisseau des Carennnes.

- Suites aux remarques des propriétaires limitrophes concernant le cheminement le long du ruisseau des Carennnes, les bords de ce ruisseau sont classés suivant les zones limitrophes et non en zone naturelle spécifique. Le chemin prévu initialement au projet (par un emplacement réservé) est supprimé. L'accès et le passage pour le nettoyage du ruisseau seront préservés par la servitude. Les propriétaires dès à présent prendront note de cette servitude pour leur futurs projets de constructions. Cette modification en accord avec le conseil municipal, pour des raisons de coût d'entretien non évalué initialement, est intégrée à l'ensemble du projet de PLU. Les autres liaisons piétonnes sont maintenues ainsi que l'orientation 2) du PADD de **proposer des équipements et un cadre de vie de qualité** notamment par le maintien des autres liaisons piétonnes et des aménagements de voirie.

Remarques concernant les demandes de particuliers pour des parcelles constructibles :

La logique a été de prendre en compte les demandes limitées (une à trois parcelles potentielles) et non des nouveaux secteurs de développement qui remettraient en cause le PADD.

Les observations suivantes ont été intégrées :

- partie de la parcelle n°110 section ZH en zone UD. L'accès existant avait déjà été prévu par le propriétaire et l'urbanisme reste groupé (possibilité de 2 à 3 parcelles).
- Parcelle 163 et 164 pour partie en zone UD au lieu de la zone AUE. Ce secteur comprend déjà 2 habitations et possède l'ensemble des réseaux. La surface très faible ne perturbe pas le fonctionnement de la future zone AUE. Une construction nouvelle est permise.

Les observations suivantes n'ont pas été intégrées :

- Parcelles entières de la « Pièce du Seuillet » à rendre constructible sur environ 3ha. Elles ne répondent pas au PADD. Elles sont éloignées du cœur du village, proche de la voie ferrée et dans un secteur parfois humide.

Remarques de formes et de détails soulevés lors de la réunion publique (positionnement des éléments intéressants ...) :

Elles ont été prises en compte dans le rapport de présentation et les différentes cartographies.

Les services de l'état et les personnes publiques associées ainsi que la future communauté de communes ont également apporté des remarques tout au long de la procédure afin de définir le projet communal.

Depuis la réunion publique, les remarques suivantes ont été apportées Elles ne remettent pas en cause le projet général.

Remarques concernant le hameau de l'Hermitage :

Suite à la réponse des services de l'Etat sur une demande de certificat d'urbanisme, les limites de la zone UD ont été réduites. Les parcelles 60 et pour partie 61 ne sont plus en zone UD car trop proches du fuseau d'étude LGV, car non desservies en assainissement collectif et demandant une extension du réseau électrique.

Remarques concernant la zone d'activité intercommunale :

Suite à la dernière réunion , en date du 13/10/2005, préparatoire à l'intercommunalité, le groupe des Maires demande de modifier les limites de la future zone d'activité intercommunale, en transformant « LES PIECES FRANCHES » en zone agricole pour des raisons de cohérence . Cette zone sera en effet répartie sur les différentes communes de PLUVAULT, LONGEAULT, COLLONGES-LES-PREMIERES, rapprochée de la RN5 et éloignée des zones habitées de LONGEAULT.

Pour copie certifiée conforme

A Collonges. Les. Premières, le 15 /10/2005



Le Maire
Rousseau Yvette
Y Rousseau

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR
Déposé le :

3 NOV. 2005



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Département
Côte d'Or
Téléphone : 03 80 31 28 14
Télécopie : 03 80 37 70 42

Délibération n° 6-2004

Séance du 16 avril 2004

Nombre de Conseillers

- Afférents au Conseil : 15
- En exercice : 14
- Qui ont pris part à
la délibération : 11
(présents ou représentés)

Date de convocation:

6 avril 2004

Date d'affichage:

6 avril 2004

Le 16 avril 2004 à 20H30, les membres du Conseil municipal de COLLONGES-LES-PREMIERES, convoqués conformément à la loi, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, sous la présidence de Yvette ROUSSEAU, Maire.

Etaient présents :

Yvette ROUSSEAU, Michel FOURTOY, Philippe PETIT, Jean-Michel COLAS, Nelly GORCZYCA, Jacky DUGIED, Pascal HENRI, Isabelle MARIE, Virginie MICHEA, Rodolphe RAVERAT, Jean Emmanuel ROLLIN,

Etaient absents :

Emmanuel COLLEVILLE, Denise QUENOT, François MICHEL,

Secrétaire: MICHEA Virginie

Objet: REVISION DU PLU

Exposé du Maire :

Le Plan d'Occupation des Sols, est devenu Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) depuis le 01 avril 2001, date d'entrée en application de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (loi S.R.U.) du 13 décembre 2000.

Ce document d'urbanisme ne correspond plus aux exigences actuelles de l'aménagement spatial de la commune. Il est nécessaire d'envisager une redéfinition de l'affectation des sols et une réorganisation générale de l'espace communal, en conformité avec les dispositions de cette loi.

En effet, une certaine pression foncière s'exerce sur la commune qui en l'état actuel ne présente plus une capacité d'accueil satisfaisante. De nouveaux secteurs d'extension devront être recherchés pour permettre son développement tant dans le domaine de l'habitat que dans celui des activités économiques. Divers projets communaux en matière d'équipements publics doivent pouvoir être réalisés. Par ailleurs, une politique d'acquisition foncière sera à mettre en place pour pouvoir mettre en œuvre ces projets.....

C'est une réflexion globale portant sur l'ensemble du territoire communal qui permettra de prendre en compte ces préoccupations dans le cadre de la révision du P.L.U.

Obligations nouvelles de la loi S.R.U.:

La commune devra déterminer ses choix de développement et d'aménagement afin d'établir un projet d'aménagement durable qui sera traduit dans le P.L.U.

Le conseil municipal doit également dès à présent définir les modalités de concertation prévue à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme.

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.121-1 et suivants, L.123-1 à L.123-20, R.123-1 à R.123-25.

Vu la délibération du conseil municipal en date du 30/12/1994 approuvant le Plan d'Occupation des sols.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

1 - de mettre en révision le Plan Local d'Urbanisme.

2 - de prévoir la concertation avec la population, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole selon les modalités suivantes :

-Une information suivie dans le bulletin municipal avec invitation à faire des propositions par courrier déposé dans la boîte à lettres de la mairie.

-Une présentation par affichage en mairie du projet et mise à disposition d'un registre qui permettra à chacun de communiquer ses remarques.

-L'organisation d'une ou plusieurs réunions (selon le nombre et l'importance des remarques qui auront été faites) de présentation du projet suivie de débat.

3 - de charger un atelier d'urbanisme spécialisé de réaliser la révision du P.L.U., lequel sera désigné après consultation.

4 - de donner autorisation au maire pour signer tout contrat, avenant, ou convention de prestations ou de services concernant la révision du P.L.U.

5 - de solliciter de l'Etat une compensation financière, dans les conditions définies aux articles L.1614-1 et L.1614-3 du code des collectivités territoriales. pour réduire la charge financière de la commune correspondant aux frais matériels et aux frais d'études de la révision du P.L.U. (Dotation Globale de Décentralisation).

6 - dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du P.L.U. seront inscrits au budget de l'exercice considéré (chapitre xxxx article xxxx).

a) Conformément à l'article L.123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet,
- au président du Conseil Régional,
- au président du Conseil Général,
- aux présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture.
- au président de l'EPCI chargé du Schéma de cohérence territoriale (syndicat mixte chargé de l'élaboration du SCOT)

b) Conformément à l'article L.123-9, le débat au sein du conseil municipal prévu pour définir les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) sera lancé dans les meilleurs délais.

c) Conformément à l'article R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, et mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

Pour copie certifiée conforme

Collonges-Les-Premières, le 19/04/2004

LE MAIRE
Rousseau Yvette



PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR
Déposé le :

30 AVR. 2004

